

## CHAPITRE XIX

### **LE SAVOIR DES MARCHANDS. COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES VALEURS EN JEU DANS L'ECONOMIE? SIROHI DISTRICT, RAJASTHAN, INDE**

Denis VIDAL

**Abstract: THE KNOWLEDGE OF TRADERS. HOW TO DEAL WITH MORAL VALUES THAT ARE PART OF THE ECONOMY? SIROHI DISTRICT, RAJASTHAN, INDIA**

*In this chapter, I argue that the traditional business community in the Sirohi District of Rajasthan was the only community there to consider the local economic processes in terms that approximate to Western Economic thought. Despite the fact that rural economy produced almost no surplus and used money only on a few occasions, it can not be said that it was simply a subsistence economy. It could be defined rather as a fully monetarised system but one where the use of money remained largely nominal because most transactions between economic agents took either the form of redistribution or the form of credit and debt relations.*

*The local business community applied a "rational" conception of economics based on the pursuit of long term equivalence between the production and the consumption of the different communities in the District. They could do so, firstly because they were the only ones to use the simple tools of monetary accountancy; and secondly because they had sociological knowledge of the behaviour of other communities. These two forms of knowledge enabled them to adjust the economic process to communities which did not themselves act according to a model of "rational" economic behaviour. As a result there developed an economic system in which there was no one form of behaviour or ideology which was shared by all the local communities. Rather, it was based on a relationship between the majority of the population who acted from a culturally determined point of view where economic rationality was subordinated to all sorts of other values, and a small business community which translated the behaviour of the majority into economic terms. The fact that this business community played an*

*important role in the economic organisation of the District, did not, however, imply that the society evolved along Western lines. In fact, it could be argued that the very importance of business communities in Western India was one of the factors which actually encouraged the perpetuation of a civilisation which was not guided on the whole by an "economic" ideology. This it did by providing a general framework of economic viability.*

*Using the example of Sirohi, I illustrate both how and why the local business community acquired a position in which it could interfere in the local economy without imposing its own values on other communities. The cultural associations linked with the notions of debt and of credit played a vital role here, particularly since notions of debt differed between businessmen and other communities. The notion of debt was deeply inscribed in Indian culture. And the fact of being indebted was generally considered as an unavoidable aspect of the human condition. What mattered was not whether or not you were indebted but whether or not you could fulfill the different obligations associated with your particular status.*

*As far as the business communities were concerned and particularly those which identified with the values of jainism the success of an individual or community was directly linked with its ability to build up wealth even if this was later to be renounced for religious reasons. Originating as a subaltern ideology within the framework of hinduism, this point of view was reinforced by colonial and Western ideology, until it became a progressively dominant one in Indian society as a whole.*

*One of the main characteristics of business communities in India is that they developed economic rationality within a society which, as a whole, was guided by other ideals. In the context of westernisation, these were the best able to adapt to an ideology which gave priority to economic values. It was no longer necessary for them to consider the alternative values of other communities. Rather, it was up to these other communities to bear the burden of adaptation. And it is this process of adaptation which is still going on today and which is clearly a costly one.*

---

Pourquoi l'endettement rural a-t-il pris en Inde des proportions telles qu'il est considéré par tous, au moins depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, comme un des fléaux principaux dont ont à souffrir les campagnes. C'est un problème toujours débattu, et il est d'autant plus difficile d'y répondre que la nature de l'endettement rural diffère, en fait, profondément, selon les périodes, les régions et les communautés en jeu.

Aussi, je n'entends aborder cette question que sous un angle particulier et en me référant à l'exemple d'un district du Rajasthan (Sirohi District), dans le Nord de l'Inde. J'espère cependant montrer que certaines des conclusions auxquelles je suis parvenu permettent d'éclairer sous un angle un peu différent cette question cruciale pour le développement de l'Inde.

Il est souvent postulé que l'endettement rural est la conséquence directe du processus de monétarisation progressive de l'économie rurale, qui débute sous l'administration moghole et qui a pris son extension véritable sous l'influence des Britanniques. Je montrerai cependant que l'endettement rural, qui est fondé essentiellement sur une logique du crédit, ne fait le plus souvent entrer que secondairement en jeu l'élément monétaire.

Il est également admis que la conséquence la plus dommageable de l'endettement est de ne laisser au cultivateur endetté que le strict minimum, indispensable à sa survie quotidienne. Ce constat massif masque cependant une donnée essentielle et qui n'a pas retenu l'attention autant qu'elle le mérite. En fait, la logique du crédit sur laquelle se fonde l'endettement n'interdit pas mais, au contraire, favorise, même chez les plus pauvres, toute une catégorie de dépenses sociales et religieuses auxquelles sont précisément sacrifiées des dépenses plus quotidiennes.

L'endettement rural s'inscrit dans une logique économique où les comportements des acteurs et, en particulier, leurs dépenses de consommation, sont régis par des contraintes socio-culturelles qui n'ont qu'un lointain rapport avec des impératifs purement économiques. Dans un tel système, contrairement à l'attente des économistes, les dépenses de consommation ne peuvent et ne sauraient être simplement définies comme la contrepartie prévisible des revenus disponibles. Il existe, bien sûr, la nécessité d'une régulation minimale à long terme, entre consommation et production, mais cette régulation est rarement perçue de manière consciente par les acteurs eux-mêmes.

Dans le district où je travaille, la responsabilité d'une régulation de l'activité économique a traditionnellement reposé sur

une section unique de la société, la communauté marchande des Jains, qui cumulaient les fonctions de marchands et de prêteurs d'argent, mais aussi celles d'intendants et de régisseurs auprès des détenteurs de droits fonciers. Ils étaient les seuls, ou presque, à maîtriser les techniques comptables élémentaires qui leur permettaient de conceptualiser un système d'équivalence dans le temps entre les dépenses de consommation et les revenus des différents éléments de la population. Ce rôle donnait aux Jains une position dominante dans l'économie locale. Ils n'avaient habituellement pas de droit traditionnel à une part des récoltes et ne participaient pas directement à la production. Mais par le biais du crédit, de l'achat et de la vente de l'ensemble des marchandises, c'était eux, en fait, qui contrôlaient le rythme de l'activité économique. Cette situation favorisait évidemment leur enrichissement au dépens des autres communautés, quoique les conditions économiques et sociologiques qui prévalaient aient, longtemps, sévèrement limité leur capacité à s'approprier les surplus.

L'importance réelle et les conséquences, à terme, de la ponction opérée par les castes marchandes en général, sur le surplus disponible dans les campagnes, a fait l'objet de nombreux débats. C'est cependant sous un autre angle que je voudrais aborder la question de leur influence sur l'économie rurale.

Les progrès récents de l'histoire économique de l'Inde ont permis de mieux mesurer l'importance du rôle joué par le réseau très diversifié d'intermédiaires marchands et financiers qui irriguait l'économie du sous-continent. Mais on n'a pas encore perçu, l'impact décisif de ces intermédiaires sur les campagnes, dès lors que leur intervention ne se manifestait pas par un drainage de la production vers les villes ou qu'elle n'était pas directement liée à d'autres phénomènes comme la monétarisation du revenu foncier, la commercialisation forcée de l'agriculture ou l'émergence de nouvelles relations agraires, dues, par exemple, au développement d'un marché de la terre.

Une telle lacune ne fait, dans une certaine mesure, que révéler l'aptitude traditionnelle qu'avaient développée les marchands pour inscrire leurs activités au niveau le plus local sans perturber, en apparence, les comportements ou les formes de relations agraires existantes. Or leur présence n'en transformait pas moins profondément, même dans ce cas, les structures de consommation et de production existantes. Mais la transformation qu'ils faisaient subir à l'économie était moins due, alors, à la modification des conditions sociales existantes qu'à l'usage qu'ils faisaient du crédit. Et l'extension de la pratique du crédit dépendait,

avant tout, de la capacité des marchands à s'assurer le monopole de deux sortes de connaissances complémentaires.

A Sirohi, les Jains furent longtemps les seuls à maîtriser les techniques de la comptabilité et de profit monétaire. Et c'est de manière indirecte et presque secrète, à travers les différentes fonctions qu'ils assumaient, qu'ils en imposaient les principes au reste de la population. Mais, par ailleurs, ils étaient également les seuls à détenir une connaissance suffisante des conditions sociales et économiques de la production locale, pour pouvoir orienter à leur profit l'activité économique des différentes communautés, sans que celles-ci n'aient à modifier des comportements, où les raisonnements d'ordre économique pesaient peu par rapport à toutes sortes d'autres impératifs traditionnels. En l'absence d'une nouvelle donne économique ou sociale, seul un marchand local était capable de convertir discrètement de tels impératifs, dans le secret de ses livres de compte, vers de nouvelles finalités orientées à son profit. Ainsi la position des marchands dépendait-elle d'un double monopole de savoir, monopole des techniques comptables et financières, d'abord, vis-à-vis des populations locales; mais aussi monopole d'une connaissance sociologique des populations, vis-à-vis, cette fois, des marchands de l'extérieur.

Aussi, certaines des difficultés auxquelles est confrontée aujourd'hui l'Inde rurale, sont liées paradoxalement à l'aptitude qu'ont eu localement les castes marchandes de réguler l'activité économique des populations sans imposer, pour autant, une idéologie d'ensemble à la société rurale, mais en sachant utiliser, tout au contraire, les spécificités socio-culturelles de chaque caste et de chaque communauté. C'est la thèse que je voudrais argumenter en prenant comme exemple le rôle décisif joué par la communauté marchande des Jains dans ce district rural du Rajasthan. Cela suppose d'abord que je présente brièvement les caractéristiques de ce district.

## I. LE DISTRICT DE SIROHI

Adossé à une chaîne de collines, les Aravalli, qui traversent de part en part le Rajasthan, le District de Sirohi (518.000 ha) est situé en bordure de la moitié aride du Rajasthan (le Marwar). La population est de 541.000 habitants, réparties entre 446 villages et 5 petites villes d'une vingtaine de milliers d'habitants, chacune (census de 1981). On n'y trouve que de maigres rivières et 27 % seulement des terres sont cultivées, dont 37 % sont irriguées. Les cultures principales sont celles des céréales (52 %), des lentilles

(23%) et des oléagineux (13 %), introduites plus récemment. L'élevage occupe une place traditionnellement importante dans la région (ovins, caprins) et l'industrie, avec un millier d'emplois enregistrés, est encore à l'état naissant.

Le district a pris la place de l'ancien petit royaume de Sirohi, dissous en 1949, lors de la création du Rajasthan. La composition sociologique du district est cependant restée proche de ce qu'elle était alors: au sommet de la hiérarchie sociale, se trouvaient les brahmanes (prêtres et parfois cultivateurs), les Rajpoutes (la caste guerrière qui détenait le pouvoir politique) et la communauté marchandes des Jains. Les différentes castes d'artisans constituaient une couche intermédiaire, avec les basses castes et les populations tribales dont le statut était quelque peu à part.

Jusqu'à l'Indépendance, la presque totalité des droits supérieurs sur la terre, dont la détention permettait d'exiger la moitié du revenu, était entre les mains du souverain et des membres de son clan (les *Deora Chauhan*). La moitié des villages étaient inclus dans le domaine de l'Etat (*Khalsa*), tandis que la plupart des villages restants étaient attachés aux domaines (*jagirs*) de la petite aristocratie locale (les *thakurs*) qui en partageaient alors le revenu avec le souverain. Les seules terres à être soustraites partiellement au revenu étaient celles qui avaient été accordées, à titre de donations religieuses, à des brahmanes ou à des temples, ainsi que les terres qui se trouvaient dans des régions tribales qui avaient conservé leur autonomie locale. Sur les domaines des *thakurs*, les cultivateurs ordinaires (*hali*), qui se recrutaient surtout parmi les basses castes, ne disposaient, pour la plupart, que d'un droit provisoire (*bhavari*) à cultiver les terres qui leur étaient confiées. Leur position était un peu meilleure quand ils étaient directement responsables du revenu (comme *kathedars*) dans les villages rattachés au domaine de l'Etat.

La communauté Jain représentait approximativement 10 % de la population. Ils constituaient la très grande majorité des commerçants du royaume. On les trouvait aussi bien dans les bazars des petites villes et des bourgs locaux que dans tous les villages du royaume où ils cumulaient les fonctions de marchands et de prêteurs d'argent. Ils détenaient également une majorité de postes dans l'administration et ils servaient d'intendants auprès des *thakurs* locaux (1).

Depuis l'Indépendance et les réformes foncières qui ont suivi, une minorité de Jains qui habitaient les villages ont acquis de

---

(1) Voir N.K. SINGHI: Study of Jains in a Rajasthan town. in N.K. SINGHI (ed), 1987

la terre qu'ils font cultiver, mais la majorité d'entre eux ont réorienté leurs activités vers les villes ou en dehors du District. Ils conservent cependant leurs maisons où leurs familles continuent parfois de résider.

## II. L'EMPRISE DES JAINS SUR L'ECONOMIE RURALE

Dans un article de 1983, J. BURGHART, un ethnologue spécialiste de l'Asie du Sud, plaidait pour la nécessité de renouveler une approche intraculturelle de la société indienne. BURGHART s'élevait contre le courant, dominant aujourd'hui dans la sociologie de l'Inde, qui donne une vision trop homogène de l'idéologie propre aux diverses communautés qui composent la société.

Une telle recommandation s'impose particulièrement dans l'étude d'une communauté comme la communauté Jain de Sirohi. Non seulement l'idéologie propre aux Jains, mais aussi le regard que ceux-ci portent sur le reste de la société sont extrêmement spécifiques. Pour n'en donner qu'un exemple, les Jains qui sont à la fois, très puritains, extrêmement religieux, végétariens et non violents, confondent, sous une même réprobation, le mode de vie des thakurs et celui de la plupart des basses castes. Ce n'est pas tant une question de statut économique - les thakurs détenaient jusqu'à l'Indépendance la presque totalité des droits fonciers qui n'étaient pas réservés au souverain - ni même une pure question de statut: là encore, les thakurs et les basses castes étaient pratiquement aux extrêmes de la hiérarchie sociale. Ce que les Jains condamnaient promptement chez les uns et les autres, c'était plutôt toute tendance à l'oisiveté ou à une conduite de vie déréglée, surtout si une telle tendance favorisait des dépenses ou des violences inconsidérées. Chaque personne, chaque caste ou chaque communauté, se trouvait ainsi implicitement évaluée en fonction d'une combinaison de critères moraux et économiques qui correspondaient avant tout, aux idéaux sociaux et culturels qui étaient ceux des Jains.

Mais si ceux-ci étaient, à ce point, attentifs aux détails du mode de vie des autres communautés, c'est aussi et peut-être d'abord, à cause de la place traditionnelle qu'ils ont occupé pendant des siècles dans l'économie locale. Ils étaient en effet les premiers à bénéficier des attitudes devant la consommation des autres communautés, et cela à deux titres:

- comme marchands, ils fournissaient au reste de la population tous les articles de consommation qui n'étaient pas disponibles sur place ou faits à commande par les artisans locaux.

Et de ce point de vue, les thakurs étaient certainement leur meilleure clientèle. En effet, à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, les aristocraties locales ont mené un train de vie toujours plus dispendieux si elles voulaient tenir leur rang.

- comme prêteurs d'argent: les Jains, ainsi que les autres castes marchandes de l'Inde, ont combiné, depuis toujours, l'achat et la vente des marchandises avec le prêt d'argent. Or, les paysans n'avaient pas seulement recours à l'escompte en cas de détresse ou pour les dépenses liées au travail agricole. Les avances les plus importantes étaient sollicitées à l'occasion des différentes cérémonies sociales et religieuses qui ponctuent régulièrement la vie de chaque individu, de chaque famille et de chaque communauté. De telles dépenses représentent, en Inde, une exigence absolue, car c'est ainsi qu'au delà des dépenses indispensables à la vie quotidienne, les revenus de la majorité de la population sont essentiellement absorbés par les dépenses extrêmement onéreuses qui sont occasionnées par les mariages, les funérailles et l'ensemble des cérémonies liées au cycle de vie et à la vie religieuse. Aussi est-il rare, que pour faire face à de telles dépenses, les cultivateurs et les autres communautés puissent éviter de s'endetter lourdement auprès des marchands.

A ce point, intervient un nouveau facteur spécifique à la culture indienne et dont l'impact peut être difficilement surestimé. Contrairement à d'autres cultures, contrairement aussi à l'éthos des castes marchandes, tout à fait particulières de ce point de vue, l'endettement du monde rural ne peut pas être analysé uniquement en Inde comme un fléau contemporain, lié à la monétarisation récente de l'économie rurale. La notion de dette représente en effet - comme cela peut être le cas pour le don dans d'autres cultures - une des notions essentielles qui fonde, depuis toujours, l'idéologie sociale et religieuse de la société et de la culture indienne. Au point que la vie, elle-même, peut être définie dans l'hindouisme le plus ancien comme le remboursement d'une dette (voir MALAMOUD, 1980).

Aussi les conditions respectives de créancier et de débiteur, et la relation entre les uns et les autres, sont-elles envisagées très différemment en Inde et dans d'autres sociétés. Le prêt d'argent, en tant que tel, n'y est pas considéré comme une acte répréhensible - il y a toujours été admis et pratiqué par les brahmanes eux mêmes - et le fait de s'endetter n'est pas perçu, non plus, comme la marque d'une déchéance. C'est en revanche, une déchéance véritable, que de ne pas pouvoir s'acquitter des dépenses sociales et religieuses que son statut exige, et cela à tous les niveaux de la société.



On comprend donc pourquoi on ne saurait appliquer à l'analyse de la consommation rurale en Inde, les schémas d'analyse qui sont couramment employés par les économistes et qui ont été forgés implicitement sur des attitudes qui prévalent dans la société occidentale. Même en situation d'extrême pauvreté, la hiérarchie des dépenses reste directement déterminée par le contexte socio-culturel qui définit, pour chaque communauté, un seuil de dépenses sociales et religieuses incompressibles, en deçà duquel une personne et sa famille risquent de perdre leur identité sociale si ce n'est leur identité tout court. C'est en ayant constamment ce point à l'esprit qu'on peut examiner maintenant la manière dont l'endettement s'est effectivement inscrit dans la logique rurale.

Depuis les premières analyses des administrateurs britanniques, on a presque toujours lié, d'une manière ou d'une autre, l'emprise des castes marchandes sur les campagnes, par le biais de l'endettement, avec le processus de monétarisation de l'économie rurale. Dans de telles analyses, l'exigence d'un revenu en espèce, de la part des pouvoirs impériaux - monghols puis britanniques - la commercialisation grandissante de l'agriculture et enfin, l'émergence d'un marché de la terre, sont considérées comme les véritables facteurs déterminants de l'endettement rural.

Or, dans l'ancien royaume de Sirohi, aucun de ces facteurs n'a pu jouer véritablement. Ce n'est pas avant les années 20 que l'administration du royaume a tenté de monétariser le revenu d'une manière significative. Et en 1949, quand le royaume est dissous, un tel but n'est pas encore achevé. D'autre part, il n'y a pas eu, toujours avant l'Indépendance, ne serait-ce que l'amorce d'un marché de la terre. Quant aux cultures commerciales, leur introduction est longtemps restée négligeable. Ainsi l'emprise de la communauté Jain sur l'économie rurale n'a-t-elle pu, en aucun cas, être directement liée à un processus de monétarisation des campagnes. Elle l'a, de fait, intégralement précédé. Bien sûr, l'usage de la monnaie existait, quoique le royaume n'ait jamais frappé sa propre monnaie. Il était lié au commerce des marchandises ainsi que, de manière plus spécifique, à la commercialisation de l'élevage, sur une base régionale. Mais la monnaie resta cependant pratiquement absente des transactions qui avaient cours dans les villages.

Pour comprendre l'endettement rural, il faut plus simplement en chercher les raisons dans la manière même dont les marchands jouaient de l'inadéquation de structure entre le rythme des dépenses et celui des revenus de la population. Deux facteurs principaux en sont à l'origine: d'abord le caractère irrégulier des dépenses auxquelles devait faire face l'ensemble de la population -

il en a déjà été fait mention - mais il y avait le caractère également irrégulier des revenus, dans une région où l'agriculture dépend totalement des caprices du climat et où les seules terres bien irriguées étaient habituellement attachées aux domaines du souverain ou des thakurs locaux. A cela s'ajoutait encore la très grande instabilité des prix agricoles, qui baissaient fortement en cas de bonnes récoltes, juste après les moissons. Les communautés paysannes, que l'irrégularité des récoltes rendait particulièrement vulnérables accumulaient donc les dettes, constituées en avances sur le résultat des récoltes futures, avec un taux d'intérêt élevé.

Comment les marchands opéraient-ils pour récupérer leurs avances? Dans cette région où les relations agraires n'ont été modifiées que très tardivement par rapport au reste du pays, la répartition des récoltes se faisait principalement selon un système de partage traditionnel en Inde, le système *jajmani*. Après la moisson, la récolte était rassemblée sur une aire où elle était partagée en proportions variables entre les différents ayant-droits. Cela allait des détenteurs de droits fonciers aux cultivateurs et aux travailleurs temporaires, en passant par toute une série de spécialistes liés aux communautés villageoises, depuis les prêtres et les musiciens jusqu'aux forgerons ou aux vidangeurs. C'est d'ailleurs la pérennité de ce système qui explique la caractère récent de l'introduction de la monnaie dans les campagnes indiennes.

Mais la logique d'un tel système masquait une autre réalité. La répartition des ayant-droits restait le plus souvent virtuelle, car les marchands récupéraient d'emblée, sur la part de chacun, les avances qui lui avaient été accordées. Il ne restait souvent alors aux cultivateurs, pas même de quoi subvenir à leur propres besoins et ils devaient avoir, à nouveau, recours aux avances des marchands, de même qu'ils devaient s'adresser à eux pour obtenir les semences nécessaires à la prochaine récolte.

Aussi, étant donné l'absence de biens suffisants ou de droits de propriété qui puissent servir comme garanties, étant donné aussi la très lente émergence d'un droit civil auquel ils puissent avoir recours, il n'y avait qu'une contrainte qui pesait véritablement sur la capacité des marchands à s'approprier les récoltes, mais cette contrainte était fondamentale: c'était leur aptitude à récupérer effectivement les avances qu'ils procuraient aux cultivateurs et aux autres communautés. Pour cela, deux conditions étaient indispensables: il fallait qu'ils disposent d'une autorité suffisante pour obtenir, sans trop de résistance, la part des récoltes qui leur était due. Il fallait également qu'existe une dynamique agricole suffisante pour qu'il y ait effectivement quelque chose à partager.

Dans une société fondée, comme cela a toujours été le cas dans l'Inde rurale, sur des rapports de force latents, quand la violence fait irruption, il y a peu d'attitudes possibles: l'emploi de la force et de la résistance armée ou la fuite. Or, contrairement à des sociétés plus homogènes de ce point de vue, la légitimité du recours à la violence dépend essentiellement, pour chacun, de sa caste ou de sa communauté d'appartenance. Seules les castes "guerrières" en font ordinairement usage, c'est à dire dans cette région, les Rajpoutes, détenteurs de droits fonciers, les populations tribales et, dans une moindre mesure, les communautés de pasteurs. En revanche, les brahmanes, les Jains et la majorité des castes de cultivateurs n'emploient ordinairement pas la violence dans la défense de leurs intérêts. Aussi, en cas de conflits, doivent-ils trouver d'autres moyens de pression.

Pour les brahmanes, c'est leur statut particulier, au sommet de la hiérarchie sociale et religieuse, qui leur donne une manière d'impunité. Acculés aux dernières extrémités, ils menaceront plutôt de se suicider, de sorte que la faute en retombe sur leurs adversaires. Cela s'est encore passé à Sirohi en 1943. Les autres castes non-violentes ont comme seul recours la fuite. Cette solution était d'autant plus envisageable que la majorité de la population ne disposait, jusqu'aux années 50, d'aucun droit permanent sur les terres qu'elle cultivait, ni même sur les maisons qu'elle bâissait ou les puits qu'elle creusait. La procédure était très institutionnalisée. A une date choisie, au préalable, par les autorités traditionnelles de la communauté (le *Panch*), l'ensemble de celle ci quittait les lieux pendant la nuit et allait camper aux alentours (*uchala*). C'était alors aux dominants de devoir négocier les conditions d'un retour de la communauté. Si cette négociation échouait, les membres de la communauté faisaient un serment solennel, gravé sur une pierre (*gadetra*), de ne jamais revenir sur les lieux. Cela s'est pratiqué encore jusqu'aux années 50. C'était un moyen de pression redoutable, car il privait les castes dominantes de la denrée la plus essentielle et la plus rare, encore aujourd'hui: une main d'œuvre disponible pour cultiver les terres.

Dans le cas des castes de marchands, toujours en conflit latent avec leurs créanciers, souvent isolées au milieu de communautés plus nombreuses, le problème prenait une double dimension:

- En ce qui concernait les castes de cultivateurs, d'artisans et les populations tribales, il leur fallait éviter d'exploiter celles-ci au delà du point où elles leur résisteraient par la violence, ou bien, prendraient la fuite.

- Mais en ce qui concernait leurs relations avec les castes possédantes, il fallait, cette fois, que les marchands soient suffisamment indispensables pour que leur protection soit assurée et qu'ils ne soient pas obligés, à leur tour de prendre la fuite, de peur d'être rançonnés.

C'est cette double contrainte qui constituait véritablement le cadre dans lequel la communauté Jain, comme, ailleurs, d'autres castes marchandes, a développé une perception réellement sociologique de l'économie rurale. On a vu que les castes de cultivateurs, comme celles d'ailleurs qui disposaient d'importants revenus fonciers, étaient moins motivées par le souci de produire, ou celui de s'enrichir, que par la volonté de soutenir un train de dépenses sociales et religieuses qui corresponde à leur statut. C'est en leur garantissant cette possibilité, grâce à des avances toujours bien accueillies, que les marchands s'attachaient les populations et s'inscrivaient dans l'économie locale. Et tant qu'ils acceptaient de verser les avances qu'on leur demandait, leur position n'était guère menacée. En cas de conflits isolés, ils avaient recours aux autorités traditionnelles de chaque communauté et ils jouaient de diplomatie avec les possédants.

Mais pour que le système puisse fonctionner, il fallait aussi que les marchands trouvent, effectivement, une contrepartie qui les satisfasse aux avances qu'ils étaient obligés de procurer, souvent plus libéralement qu'ils l'auraient souhaité. Et si ce sont eux qui ont pris en charge la gestion de l'économie rurale, c'est essentiellement parce qu'ils étaient les plus soucieux d'un ajustement dans le moyen terme entre la consommation et la production des différentes communautés avec lesquelles ils traitaient. On en a une confirmation indirecte dans une autre région de l'Inde; S. GUHA (1987) a montré avec beaucoup de précision que c'est seulement l'émergence d'un marché foncier qui a permis aux prêteurs d'argent locaux du Maharashtra, de ne plus s'impliquer aussi directement dans la production parce qu'ils disposaient, dès lors, de nouvelles garanties pour leurs prêts. Pour opérer cette régulation, les marchands disposaient déjà de leviers privilégiés puisqu'ils détenaient en fait le monopole de l'achat et de la vente des biens dont les populations disposaient, et qu'il négociaient pratiquement la totalité de leur production agricole. Mais il manquait la garantie d'une production suffisante pour qu'ils puissent y trouver un profit important. Pour cela, les marchands se sont donnés deux atouts supplémentaires:

- D'une part, ils ont participé à la mise en valeur directe des terres. Un exemple significatif montrera leur façon de faire. Dans cette région aride, l'irrigation se faisait de préférence par des

puits de type persan, où c'est une paire de bœufs qui monte l'eau jusqu'au niveau du sol. L'édification de tels puits et leur entretien coûte cher en travail et en matériaux. Mais les cultivateurs étaient d'autant moins tentés d'en faire l'investissement que, jusqu'aux années 50, la propriété des puits revenait automatiquement aux détenteurs des droits fonciers sur la terre. C'était alors les marchands qui incitaient les cultivateurs à demander l'autorisation aux thakurs ou aux souverains d'édifier un nouveau puits. Ils s'engageaient à en financer intégralement le coût. Ils allaient alors négocier avec les thakurs un certain nombre d'années (de 10 à 12 ans) pendant lesquelles les terres nouvellement irriguées seraient exemptées de taxes foncières. Pendant cette période de temps, ils récupéraient leurs avances sur la part de récolte qui allait normalement, et retournerait par la suite, aux détenteurs de droits fonciers. Jusqu'aux années 30, presque tous les puits ont été financés de cette manière.

- D'autre part, les marchands se sont retrouvés en position d'intendants et de comptables à tous les niveaux de l'organisation sociale. Cette charge leur revenait de manière automatique vis-à-vis des cultivateurs qui s'étaient endettés auprès d'eux. La relation qui prévalait entre un marchand et ses débiteurs (*bohralasami*) était complètement institutionnalisée et le plus souvent héréditaire. Le marchand avait la responsabilité et l'obligation de fournir à son *asami* tout ce dont il avait besoin, en particulier à l'occasion des cérémonies importantes comme les mariages, les funérailles, etc... En contrepartie, celui-ci s'en remettait au marchand qui lui avançait les semences et commercialisait son grain, établissant, sans contrôle véritable de la part du cultivateur, la balance entre ce qu'il avait fourni et ce qui lui était dû. A ce jeu, il n'y avait pratiquement jamais aucune monnaie en circulation dans les transactions entre marchands et cultivateurs.

Or ce même rôle, les Jains le retrouvaient, souvent comme créanciers et toujours à titre d'intendants (*khamdar*) auprès des détenteurs de droits fonciers. C'était aussi des Jains qui, jusqu'aux années 20, assuraient, une fois encore, la fonction de créanciers auprès du souverain.

L'étude de cette communauté Jain montre ainsi, de manière tout à fait exemplaire, la façon dont une communauté de marchands pouvait contrôler, pour l'essentiel, l'économie d'un petit royaume hindou. Dans le cadre de ce royaume, la pratique de cette communauté n'était pas orientée, comme cela pouvait être le cas lorsqu'ils étaient en position d'étrangers, vers une maximisation immédiate de leurs profits, avec tous les risques économiques et

humains qu'une telle attitude impliquerait. A Sirohi, où leur communauté était aussi ancienne que le royaume lui-même, on trouvait des Jains à tous les niveaux de l'organisation sociale, dans les villages, auprès des thakurs et dans l'administration même du royaume. C'était d'ailleurs à cette dernière position qu'ils aspiraient le plus, non pas tellement pour les revenus, mais pour la sécurité et le prestige qui en découlait. Ayant le contrôle de l'économie locale, les Jains restaient toujours, en effet, à la merci des autres castes, d'abord parce qu'ils avaient besoin d'elles, économiquement, ensuite parce qu'ils ne disposaient pas d'une légitimité de statut qui les mette suffisamment à l'abri de la violence qu'on était toujours tenté d'exercer contre eux.

Si les Jains avaient une fonction cruciale dans l'économie rurale, c'est d'abord parce qu'ils en activaient le fonctionnement et y jouaient un rôle de régularisation. Mais d'autre part en fondant de la sorte la plus grande part de leurs avances sur les besoins sociaux et religieux de dépense des populations, ils faisaient, de cette forme particulière de consommation, une étape qui se trouvait intégrée au procès économique dans son ensemble. Aussi, dans le système qui s'était mis en place sous leur égide, les consommations non-productives constituaient-elles une des assises essentielles sur laquelle reposait paradoxalement la dynamique de l'économie rurale. Or, cette forme de consommation n'est pas déterminée par des critères purement économiques ; elle obéit davantage aux exigences de statut propres à chaque caste et à chaque communauté et s'enracine dans les spécificités socio-culturelles de chacune d'entre elles. Une des plus grandes difficultés auxquelles sont affrontées les populations rurales, aujourd'hui, tient précisément au fait que la priorité qui continue d'être donnée à de telles dépenses n'est pas prise en compte par la logique économique qui prévaut dans le système économique actuel et rentre souvent en contradiction avec lui, comme en témoignent, par exemple, les innombrables problèmes liés au financement des mariages.

Ainsi, le rôle des castes marchandes dans l'économie locale a-t-il eu des conséquences qui restent ignorées des interprétations contemporaines de la science économique. Alors que leur présence a conduit à une transformation profonde des cycles de la production et de la consommation. On en veut pour preuve le fait que dans les rares régions de l'Inde où leur impact ne s'est pas fait sentir, la structure de l'économie obéit à des schémas qui nous sont plus facilement intelligibles.

Dans l'Himachal Pradesh, par exemple, on trouve encore, dans plusieurs vallées, des communautés paysannes qui ont

préservé une économie de subsistance. Dans ces communautés, c'est seulement le surplus disponible, après que soient satisfaites les exigences de la consommation quotidienne, qui est consacré à des fins sociales et religieuses. Or, on peut constater que dans ce cas, non seulement le montant de telles dépenses est comparativement beaucoup plus faible mais, de plus, la prise en charge de la majorité de ces dépenses est assumée de manière collective, dans le cadre des cultes de divinités locales qui disposent de ressources spécifiques. Cela n'empêche pas l'endettement, particulièrement celui des familles qui ne disposent pas ou ne disposent plus de terres suffisantes pour couvrir leurs besoins de subsistance, mais le processus économique, dans son ensemble, ne s'en trouve pas fondamentalement altéré.

A l'inverse, l'emprise des castes marchandes a eu comme conséquence, en dépit de la ponction qui est alors exercée sur les surplus disponibles, un accroissement des dépenses sociales et religieuses. Car, c'était, répétons-le, en finançant, à crédit, de telles dépenses, que les marchands s'assuraient de leurs droits sur la production à venir.

Or, malgré les travaux de D. THORNER, qui avait clairement marqué les limites d'une telle approche, l'évolution économique de l'Inde rurale continue d'être analysée le plus souvent, soit dans les termes d'une transition, soit dans ceux d'une combinaison, entre économie de subsistance et économie de marché (2). Dans le cas de ce District du Rajasthan, une telle catégorisation est clairement inadéquate. L'absence apparente de monétarisation des transactions commerciales masquait une réalité très différente du troc, ou de tout schéma de production lié à une économie de pure subsistance et qui échapperait, de ce fait, à toute possibilité de calcul économique ou financier. On avait, au contraire, à faire à une économie entièrement monétarisée et dont la rationalité obéissait à la volonté de profit d'une catégorie d'intermédiaires non productifs. Mais les conditions socio-économiques étaient telles que la monétarisation de l'économie s'exprimait essentiellement à travers une logique du crédit, paradoxalement plus proche de celle qui régit les économies occidentales les plus développées. Et c'est cette logique du crédit qui a accoutumé l'ensemble de la population à

---

(2) Les recherches de D. HARDIMAN, (1987), font, de ce point de vue exception. Dans son analyse du crédit rural, dans une région relativement comparable à celle qui est étudiée ici, il met décisivement l'accent sur la complexité et l'ambivalence de la relation entre prêteurs et emprunteurs ainsi que sur l'ensemble de valeurs qui s'y trouvaient mises en jeu.

Voir N.K. SINGHI: Study of Jains in a Rajasthan town. in N.K. SINGHI (ed), 1987.

soutenir un rythme de dépenses relativement autonomes, au moins dans le court terme, avec les revenus disponibles dans les différentes couches de la population. Un tel système ne pouvait exister ni se perpétuer sans la présence de ceux qui étaient devenus indispensables, précisément parce qu'ils en assuraient la régulation dans le long terme, faisant momentanément appel, quand c'était nécessaire, à des ressources extérieures au marché local.

### III. LA POSITION DE SAVOIR DES JAINS

Si j'ai décrit d'abord le rôle que jouaient les Jains dans l'économie locale et l'impact de leur intervention sur celle-ci, c'est qu'**aucun savoir ne saurait être décrit indépendamment d'une position de savoir**. Par ce terme, j'entends la situation d'ensemble qui permet à un savoir quelconque, non seulement d'être conçu, mais également d'être mis en œuvre.

On a vu comment la généralisation du crédit à l'ensemble de la société se fondait ici sur un ensemble de comportements, où la notion du statut et le souci de le préserver prévalait, pour la majorité, sur toute considération plus étroitement économique. C'est là un fait qui renvoie à la hiérarchie fondamentale des valeurs dans l'hindouisme, où les conditions d'ordre matériel (le domaine de l'*artha*) ont toujours été subordonnées à un ordre plus global (le domaine du *dharma*) dont dérive le statut de chacun.

Si les Jains faisaient exception de ce point de vue, c'était précisément que le jainisme, comme le bouddhisme qui lui était contemporain, n'a jamais complètement perdu de vue ce qui faisaient partie de son originalité de départ, à savoir: une tentative de subversion interne, mais discrète et pacifique, de l'ordre socio-cosmique inhérent à l'hindouisme. En ce qui concerne plus particulièrement la notion de dette, l'idéologie propre aux Jains mais aussi, de manière plus diffuse, à d'autres castes marchandes, allait à contre-courant de l'idéologie générale qui prévalait dans l'Inde rurale. Au lieu, en effet, d'être fondée sur la dette, l'idéologie des castes marchandes reposait essentiellement, comme C. BAILY (1983) l'a bien montré, à la fois culturellement, socialement et économiquement, sur la valorisation du crédit. Aux yeux d'un marchand, la valeur d'une personne et de sa famille se juge moins à son statut ou à sa richesse apparente, qu'au crédit, à la fois financier et moral, dont celle-ci dispose dans la société.

Or, contrairement aux autres élites du royaume, qu'il s'agisse des castes guerrières qui disposaient légitimement de la force ou des brahmanes qui incarnaient l'idéologie dominante, les Jains, comme les autres castes commerçantes, n'ont jamais eu les moyens



d'imposer leurs conceptions socio-religieuses ou même de faire plus simplement admettre la légitimité de leur réussite sociale au reste de la société. Ils ont dû développer, au contraire, à l'extrême, leur aptitude à agir dans un environnement souvent hostile et dont ils ne partageaient pas totalement les valeurs.

Ainsi, la caractéristique la plus significative de la position de savoir de Jains réside-t-elle dans le clivage existant entre leurs propres motivations et celles de la société dans laquelle ils évoluaient. Ils mettaient en œuvre des techniques commerciales, comptables et financières qui étaient familières à n'importe quel marchand. Mais d'autre part, ils utilisaient ces savoirs dans des conditions telles que les transactions qu'ils négociaient avec les populations semblaient toujours obéir à une logique commandée par d'autres impératifs. On a vu déjà que leurs relations avec leurs débiteurs étaient institutionnalisées de telle sorte, que le flux, de prestations et de contre-prestations qui en résultait, semblait dépendre plus directement des besoins sociaux de leur clientèle que du strict calcul financier. Donnons un autre exemple de leur manière de faire, tout aussi significatif. Les Jains obtenaient l'essentiel de la monnaie dont ils avaient besoin par le biais d'une caste itinérante de pasteurs, les Rebari. Ceux-ci, originaires du royaume, allaient vendre leurs troupeaux dans des foires et à des marchés régionaux qui pouvaient être à quelques centaines de kilomètres de Sirohi. La plupart des Jains avaient dans leurs clientèle quelques Rebari qui leur confiaient tout leur argent et leurs biens précieux, pour n'avoir pas à les transporter avec eux lors de l'itinérance des troupeaux. Les Jains disposaient, de cette manière, d'un argent précieux qui pouvaient leur servir momentanément pour leurs propres transactions. Mais c'était encore les éleveurs qui devaient leur payer une somme supplémentaire pour rémunérer le service qui leur était rendu en gardant en sécurité leurs biens.

Seules, une implantation locale et une parfaite connaissance sociologique des populations, permettaient ainsi aux Jains de faire coïncider une réalité sociale extrêmement diversifiée avec des impératifs purement financiers. Leur seul véritable monopole consistait dans cette combinaison de connaissances qui leur permettait de jouer sur différents registres simultanément. C'est pourquoi ils étaient devenus les intermédiaires obligés de la monétarisation et de la commercialisation de l'économie rurale. Pour pouvoir se passer d'eux, il fallait qu'un autre ordre socio-économique se substitue à l'ancien, fondé sur de nouvelles positions de savoirs. C'est seulement vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle,

que l'influence occidentale a commencé à avoir des conséquences significatives sur l'économie de ce royaume du Rajasthan.

#### IV. LA MISE EN PLACE D'UN AUTRE SAVOIR

Le traité conclu avec les britanniques, en 1823, interdisait, en temps normal, toute interférence dans l'administration interne du royaume. Du moment que le souverain affirmait sa détermination, sinon sa capacité, à faire respecter la paix civile et qu'il faisait preuve d'un minimum d'aptitude à régir les affaires du royaume, les Britanniques évitaient toute intervention directe, ou plutôt, les injonctions souvent décisives du Résident Politique étaient présentées comme autant de conseils amicaux et respectueux. Ainsi le souverain et son entourage constituaient-ils les seuls partenaires reconnus des Anglais, et c'était à leur seul soin et sous leur entière supervision, que fut confiée la tâche de transformer progressivement un royaume traditionnel hindou en un Etat administré de façon moderne.

Pour cela, une des tâches prioritaires assignées au souverain était d'acquérir un revenu suffisant, afin de mettre sur pied et de pouvoir maintenir une administration de plus en plus diversifiée. Or le revenu du royaume qui était fondé sur les différents droits du souverain sur ses sujets, provenait de deux sources essentielles: d'une part, le prélèvement de taxes innombrables sur toutes leurs activités, économiques ou non, et, d'autre part, un important revenu foncier qui venait, pour partie, du domaine réservé de la Couronne et, pour l'autre part, d'un droit à une fraction de toutes les récoltes dans le royaume.

Or, en ce qui concernait le revenu foncier, son augmentation ne dépendait pas tellement d'un accroissement général de la production, très variable d'année en année, ni même d'une augmentation nominale de la part du souverain. Un peu comme dans le cas des Jains, ce qui était d'abord en jeu, était la capacité effective de l'administration à récupérer la part qui lui était due. Et tout effort en ce sens suscitait inévitablement la résistance, souvent armée, des sujets du royaume. Aussi de 1823 à 1950, date de l'abolition du royaume, la première préoccupation de l'administration aura-t-elle été d'accroître le revenu foncier, sans trop perturber, cependant, un semblant de paix civile, péniblement acquis au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle mais qui continua de reposer toujours sur des bases extrêmement fragiles.

Cet objectif qui n'avait, en soi, rien de bien original, fut cependant entrepris dans une perspective radicalement nouvelle par rapport aux habitudes antérieures. Dans le système de partage

traditionnel des récoltes, seul le produit réel était pris en compte. Les castes détentrices de droits fonciers jouaient un rôle important dans l'économie rurale, mais leur intervention directe se limitait le plus souvent à un prélèvement sur le produit final, plutôt qu'à un rôle actif dans le processus même de la production. De plus, la part de récolte qui revenait aux détenteurs de droits fonciers variait extrêmement d'une année sur l'autre. Et, c'était, là aussi, les Jains, qui comblaient l'écart entre les dépenses et les revenus des castes possédantes, par le biais du crédit, si bien que le souverain et les thakurs se trouvaient régulièrement endettés.

Or, un des premiers soucis de l'administration britannique était que l'administration du royaume équilibre effectivement le budget de l'Etat et cesse de s'endetter. Cela supposait que celle-ci soit capable d'anticiper les revenus dont elle disposait, pour y ajuster les dépenses en cours. Ainsi, à la volonté d'accroître le revenu, s'ajoutait l'exigence nouvelle de savoir à l'avance sur quel montant exact, l'administration pouvait compter.

A partir du moment où l'administration devait anticiper le revenu de la production et, non pas seulement, accaparer une part du produit final, elle se trouvait confrontée à un autre problème que les Jains connaissaient bien: il lui fallait superviser de beaucoup plus près la production. L'administration n'avait cependant pas les moyens d'exercer son influence aussi directement sur les cultivateurs que pouvaient le faire les marchands locaux. Il lui fallait trouver une autre biais.

Or, dans la conception traditionnelle de la royauté, le souverain détient un droit premier sur tout ce qui croît dans le royaume, hommes, plantes et animaux. C'est ce droit que le souverain exerce quand il prélève sa part des récoltes. Et c'est, en fait, le revenu potentiel correspondant à l'usage de ce droit, que l'administration devait s'efforcer de quantifier. Cela posait un problème auquel les castes marchandes n'avaient jamais eu, cette fois, à s'affronter. Le succès de leurs entreprises était souvent aléatoire, toujours délicat à légitimer, mais il était, en revanche, aisé à mesurer, car il était, dès l'origine, quantifié en monnaie.

Cependant, la tâche qui consiste à quantifier, non pas une quantité de bien, mais le potentiel virtuel de ressources que représente un territoire, suppose un ensemble de méthodes et de connaissances que personne ne maîtrisait localement. De telles techniques existaient cependant, et qui avaient été expérimentées, avec un succès souvent discutable, dans l'Inde britannique depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. On fit donc appel à des experts coloniaux et à des fonctionnaires exercés, qui imposèrent leur propre approche de l'économie rurale. En ce qui concerne la

collection du revenu foncier, trois objectifs principaux furent progressivement définis :

- un cadastre des terres et l'enregistrement de tous les cultivateurs producteurs du revenu;

- l'établissement d'un taux d'imposition, non plus proportionnel à la récolte effective de l'année, mais fixé pour une dizaine d'années, sur la base du revenu antérieur et de la productivité supposée de la terre;

- le passage progressif au paiement en espèces plutôt qu'en nature, de cette rente foncière;

Un tel système fut imposé avec la plus grande difficulté. Commencé en 1911, le cadastre ne fut finalement complètement achevé qu'en 1956, après l'Indépendance. Le passage à un taux fixe d'imposition et le paiement en espèces du revenu ne purent, non plus, être établis qu'avec la plus grande lenteur. Il faut remarquer cependant que l'introduction, même partielle, d'un tel système, aboutit à une augmentation considérable du revenu. Mais, au delà de ces résultats et des résistances qu'un tel processus suscitait, c'est une conception radicalement différente de l'économie rurale qui s'est ainsi dessinée. Dans la conception dominante jusqu'alors, celle des castes marchandes, le processus économique s'enracinait dans une prise en compte, intéressée, de l'ensemble des besoins de consommation des différentes catégories sociales qui vivaient de la terre ou de l'élevage, qu'elles soient productives ou improductives, qu'elles participent directement ou non au travail de la terre. C'était pour servir de contrepartie à cette consommation que la production était d'abord mise en œuvre et les castes marchandes, qui y trouvaient leur compte, y jouaient leur rôle en assurant une régulation minimale entre les dépenses et les revenus de chacun à l'intérieur du royaume.

Dans le nouveau système qui s'est mis en place, la production est de plus en plus définie comme un processus autonome, qui a sa logique propre. C'est la terre, plutôt que les populations qui la cultivent, qui attire désormais l'attention, surtout avec la perspective de sa commercialisation possible, et celle-ci devient l'élément central de l'économie rurale. Elle est alors conçue comme un potentiel productif dont la fonction première est d'engendrer des revenus. L'accès à la consommation des populations rurales ne constitue plus qu'un droit indirect, purement dérivé de la capacité à disposer d'un revenu. La nouvelle problématique de l'économie rurale repose alors sur une base nouvelle: la production agricole obéit à une logique économique où les dépenses des uns et des autres ne sont prises en compte que dans la seule mesure où elles entrent directement en jeu dans le

procès de production. Cela a rapidement conduit à reconsidérer la légitimité du droit au revenu des différentes catégories de la population.

Et, de ce point de vue, l'Indépendance n'a constitué qu'une étape dans une refonte générale de l'économie rurale, encore en cours, aujourd'hui. Cette nouvelle donne a joué d'abord au détriment des castes commerçantes, qui ont perdu, à partir des années 30, leur position dominante dans l'économie rurale. Puis cela a été le tour du souverain, de la petite aristocratie locale et, en fin de compte, de toutes les castes et communautés qui ne s'inscrivaient pas directement dans le procès de production, de perdre, au moins provisoirement, leurs droits "légitimes" au revenu.

Les conséquences ont, en effet, été très différentes selon les facultés d'adaptation de chaque communauté. Si le souverain est réduit aujourd'hui à un simple rôle de propriétaire foncier, les thakurs sont parvenus paradoxalement à trouver un nouveau statut politique par le biais de la démocratie locale. Quant à la communauté Jain, ses membres, à de rares exceptions près, ont orienté la totalité de leurs activités économiques vers des entreprises commerciales et financières en dehors du district, alors que cela n'avait été traditionnellement le fait que d'une minorité d'entre eux.

Leur réussite économique, dont témoigne leur actuelle prospérité, n'est pas surprenante. Ils étaient les seuls dont les valeurs communautaires trouvaient un prolongement naturel dans le nouvel ordre socio-économique. On en veut pour preuve, le succès foudroyant des Marwari - nom sous lequel on désigne, en général, les marchands du Rajasthan - qui détenaient, par exemple, en 1963, selon certaines sources, 60 % du capitale industriel de l'Inde (TIMBERG, 1978). Leur idéologie les avait toujours incités, non pas à la dépense, ni même à favoriser les opportunités d'enrichissement immédiat, mais plutôt à capitaliser leurs revenus en cherchant, sans cesse, de nouvelles occasions d'investissements, et cela dans un ordre social dont ils s'accommodaient, sans en partager nécessairement les valeurs et sans y détenir une légitimité particulière. Alors que leur place traditionnelle dans l'économie rurale locale avait été contestée et combattue par l'administration britannique, le paradoxe voulait que leur approche de la réalité économique, qui représentait, jusqu'alors, une conception minoritaire dans la société indienne, devienne au contraire la norme à laquelle l'ensemble de la société devait maintenant s'adapter.

Dans l'ordre socio-économique qui prévaut chaque jour davantage, l'exigence d'une équivalence stricte entre dépense et revenu, entre consommation et production, n'est plus régulée, comme cela avait pu être le cas, autrefois, avec les Jains, par la conversion d'une logique sociale en une logique économique et financière, que seule une minorité maîtrisait et dont elle profitait.

Il est maintenant exigé de tous, qu'ils adaptent strictement l'ensemble de leurs conditions de vie aux revenus dont ils disposent. Dans un tel contexte, la persistance de l'endettement rural traditionnel est, de plus en plus, perçue comme la conséquence d'une double "ignorance" de la part des populations rurales et tribales: ignorance, d'abord, de l'exploitation qu'elles subissent de la part des usuriers locaux, mais ignorance, aussi, des contraintes économiques et monétaires auxquelles elles devraient savoir s'adapter pour éviter un tel endettement.

Or, les populations locales n'ont jamais ignoré totalement que les marchands s'enrichissaient sur leur dos. S'ils l'acceptaient - et les Jains l'avaient parfaitement compris -, c'est dans la mesure où seul, le crédit des marchands, permettait de raccorder dans le temps le rythme de leurs dépenses et celui de leurs revenus qui évoluaient selon des rythmes extrêmement distincts. Tant que l'ensemble de la population ne disposera pas de revenus stables et qu'elle continuera d'être contrainte à des dépenses sociales très onéreuses, les raisons structurales de l'endettement ne pourront que se perpétuer. Et cette forme d'endettement traditionnel continuera de sévir, à côté des nouvelles formes d'endettement qui sont liées, quant à elles, à la modernisation de l'agriculture et qui sont trop souvent les seules à être prises en compte aujourd'hui, parce qu'elles cadrent mieux avec nos schémas de pensée contemporains.

Mais, tandis que l'endettement rural témoignait autrefois de la capacité d'une minorité à savoir comment convertir une logique sociale d'ensemble en une logique économique, d'une moindre légitimité, il est au contraire, devenu aujourd'hui, le symptôme de l'incapacité d'une majorité à s'inclure dans le seul ordre social qui soit désormais légitime.

Ainsi, pour appréhender certaines des causes structurales de l'endettement rural, peut-être, n'est-il pas inutile d'emprunter, un instant, le chemin détourné qui passe par la connaissance qu'avaient les Jains des ressorts véritables de l'économie rurale.

**BIBLIOGRAPHIE.**

- BAYLY, C.A. , 1983 - *Rulers, Townsmen and Bazaars*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BURGHART, R. , 1983 - For a Sociology of Indias: An Intracultural Approach to the study of "Hindu Society", in *Contributions to Indian Sociology*, 17.2.1983, .p. 275-299, Delhi.
- GUHA, S. , 1987 -. Commodity and Credit in Upland Maharashtra, 1800,1950, in *Economic & Political Weekly*, 26.12.1987, p. 126-140.
- HARDIMAN, D. , 1987 - *The Coming of the Devi*, Delhi, Oxford University Press.
- MALAMOUD, C. , édit. ,1980 - *La Dette, Purusharta*, 4 Paris, EHESS.
- SINGHI, N.K. , edit. , 1987 - *Ideal, Ideology and Practice. Studies in Jainism*, Jaipur, Printwell Pub.
- THORNER, D. , 1980 - *The Shaping of Modern India*. Delhi, Allied Publishers.
- TIMBERG, T.A. , 1978 - *The Marwaris: From Traders to Industrialists*, Delhi, Vikas Publishing House.